

« La filière bois doit fournir, à elle seule, l'énergie produite par 6 centrales nucléaires », JEAN PUECH, ANCIEN MINISTRE DE L'AGRICULTURE.



40%

C'est la b
versemen
de l'État

» Code forestier. Jusqu'ici, tous les agents forestiers étaient chargés des missions de surveillance, donc équipés de pistolets. La RGPP risque de mener à leur désarmement et à la création de brigades spéciales, autrement dit des policiers de la forêt. Finie la proximité avec les usagers de la forêt: « *Le petit vieux qui habite à côté, que je connais bien, et que je laisse prendre un peu de bois pour sa cheminée, risque à présent de se faire verbaliser pour coupe de bois sans autorisation* », raconte Bruno Rubagotti.

« *Mais le plus grave, estime Bruno Derouane, de la CGT forêt, c'est qu'à présent, on ne doit plus coûter de l'argent, on doit en rapporter.* » Car même la forêt se voit assigner des objectifs de rentabilité. Pas facile, quand il faut assurer la diversité biologique, là où les propriétaires privés peuvent se contenter de planter des taillis à rotation rapide (moins d'une vingtaine d'années), pour gonfler la production. Du coup, tous les moyens sont devenus bons pour faire entrer du cash, de l'installation d'antennes de téléphonie mobile à la location de parcelles pour y planter des éoliennes. L'accueil aussi en fait les frais. « *Avant, nous accueillions les groupes d'enfants gratuitement. Maintenant, les sorties sont payantes. La somme forfaitaire est de 250 euros, alors forcément, cela devient plus rare.* » Mais, pour l'instant, le compte n'y est pas. « *On se demande où veut en venir la direction. La perte de confiance est totale* », explique Bruno Rubagotti. La crainte principale des syndicats est la privatisation à terme. « *On nous dit que pour l'ONF ne sera pas le cas, mais c'est exactement ce que Sarkozy avait dit pour EDF* », explique Bruno Derouane. Et, de fait, la filialisation de l'ONF a un air louche de déjà-vu.

MEHDI FIKRI

« Nous demandons des assises de la forêt »

Bruno Derouane, secrétaire territorial Île-de-France Nord-Ouest de la CGT forêts, craint une privatisation à terme de l'ONF.



Bruno Derouane (CGT forêt) : « Le plus grave, c'est qu'à présent, on ne doit plus coûter de l'argent, on doit en rapporter. »

Le dialogue est coupé. « *Depuis que Hervé Gaymard est arrivé à la tête de l'Office national des forêts, il n'y a eu aucune avancée, aucune remise en cause des aspects nocifs et inefficients de la RGPP*, estime Bruno Derouane. *La tension est telle que les instances représentatives des employés sont boycottées par les syndicats depuis plusieurs mois. L'intersyndicale CGT forêt, Snap-Unsa forêt, Snupten-Solidaires demande l'inter-*

Partout en France, les agents résistent en persistant à rester polyvalents.

vention d'un médiateur et des assises régionales des forêts, en présence de tous les acteurs concernés, sur le thème : quelle forêt pour nos enfants ? » Car, entre filialisation des services et coupes dans les effectifs, les syndicats craignent avant

tout la privatisation à terme de l'ONF.

En attendant, Bruno Derouane veut continuer à faire son travail comme il l'entend. À l'instar de nombreux forestiers, il freine des quatre fers. Partout en France, les agents résistent en persistant à rester polyvalents. Ils boycottent aussi les « *tableaux de comptabilité analytique* » utilisés pour jauger le travail des agents de l'ONF, expliquant qu'ils ne le feront pas tant qu'ils ne seront pas utilisés de « *manière honnête et sincère* ». Autrement dit, quand ces tableaux ne serviront pas à estimer la rentabilité immédiate des agents opérationnels. Bruno Derouane et ses collègues refusent aussi le mode de gestion de la direction: « *Maintenant, c'est du management par objectif, avec entretien individuel d'évaluation et primes sur objectif* », poursuit le cégétiste. Au fond, le dilemme est simple. L'État veut une gestion à court terme, là où les forestiers estiment que leur métier s'inscrit dans le très long terme.

M. F.